



Paméla GALLOPIN



Jean-Philippe BASTIAS



Sabrina NOURI



Nicolas RIBEIRO



Martine DESAULES



Boris VIOLET



Cécile MARCHESI



David Espin



451,8 MILLIONS

L'heure des comptes a sonné et le moins que l'on puisse dire c'est que la facture est salée pour la CEIDF. Plus de 2 années de résultat net (212 M€ en 2024) financés sur les fonds propres. De quoi s'agit-il ? La participation de la CEIDF aux 2 augmentations de capital de 4 Md€ et 2,5 Md€ de BPCE pour financer les projets pharaoniques de diversification en Europe et dans le monde du chef de file des CE et BP.

A l'aune de l'ouverture des réunions de négociation annuelle obligatoire (NAO) où il sera débattu de l'augmentation des salaires, qu'on ne vienne pas nous parler de rigueur budgétaire.

BPCE, DES INVESTISSEMENTS TOUS AZIMUTS

Dans le projet stratégique groupe "vision 2030" présenté en 2024, Nicolas Namias estimait qu'il n'était pas admissible que 80 % des résultats du groupe émanent de source française affichait sa volonté de diversifier les activités en Europe et dans le monde. N'ayant pas les moyens de ses ambitions, il "invitait" les CE et les BP à souscrire à une augmentation de capital de 4Md€ pour :

- Racheter la SGEF filiale de la SG spécialisée dans le crédit d'équipement industriel (coût 1,3 Md€)
- Prendre une participation minoritaire ou majoritaire dans une banque Européenne (coût environ 2 Md€)
- Investir 0,5 Md€ dans la gestion d'actifs avec notamment un projet de création d'une filiale commune à BPCE et GENERALI (projet SKY).

L'annonce en juin du projet d'acquisition de Novo Banco, 4ème banque du Portugal conduit BPCE à solliciter une nouvelle augmentation de capital de **2,5 Md€**. L'acquisition de cette banque valorisée à **6,4 Md€** représente un coût en capital devant être mobilisé par BPCE de **4,7 Md€**.

L'acquisition de SGEF 1,3 Md€ ayant été payée en février 25, sur l'enveloppe des 4Md€, restait un résiduel de **2,7 Md€**.

Insuffisant pour racheter Novo Banco, d'où cette nouvelle augmentation

de capital de 2,5 Md€ : **2 Md€ pour Novo Banco et 0,5 Md€ pour un investissement en seed money.**

POUR LA CEIDF, L'ADDITION EST SALÉE : 90M€+ 327 M€+ 34,8 M€= 451,8 M€

Sur les 278 M€ (coût pour la CEIDF de l'augmentation de capital de 4Md€), 90 M€ ont été versés en février 25 pour l'achat de la SGEF.

Restait donc un résiduel sur l'enveloppe de 188 M€ auquel il faut ajouter 139 M€ (2ème augmentation de capital) correspondant à notre quote-part pour l'achat de Novo Banco.

L'achat de cette banque représente donc un coût de 327 M€ pour la CEIDF, somme qui sera versée en mars 2026.

Sans compter notre quote-part pour la seed money évaluée à 34,8 M€ pouvant être versée en juin 2026.

Ce montant sera prélevé sur les fonds propres sauf à recourir en cas de besoin de liquidités à un financement sur le marché avec un impact dès 2026 sur le PNB, le Résultat Net et donc l'intéressement.

Les sommes en jeu puisées sur les fonds propres sont conséquentes pour la CEIDF et la rentabilité vendue de 10 % hypothétique.

Nul doute que la direction va chercher à reconstituer ses fonds propres par de la mise en réserve des résultats au détriment d'une redistribution des bénéfices aux salariés. Et, ça pour **Sud** c'est **NON**.

Quant au bien fondé de ce nouvel investissement après les déboires Fidor, Oney ou encore H20, il est légitime de se poser des questions. Nous avons appris par la presse que le 29 octobre, le siège social de Novo Banco avait été perquisitionné par la police portugaise dans le cadre d'une enquête pour corruption.

“Les faits en question sont susceptibles de constituer des délits de corruption active et passive dans le secteur privé, d'escroquerie aggravée et de blanchiment d'argent dans le contexte de la vente des actifs de Novo Banco depuis 2018”. **Voilà un nouvel investissement qui se présente sous les meilleurs auspices !**

**SUD BPCE NE LAISSE PAS LES SALARIÉ·ES PAYER
LES AMBITIONS DU GROUPE**

À l'ouverture des NAO, **Sud BPCE** refusera que les salarié·es fassent les frais des choix stratégiques hasardeux du Groupe.

Nos fonds doivent servir à mieux rémunérer le travail, pas à acheter des banques à l'étranger.



06 59 29 75 46

sud.ceidf@sudbpce.com

64/68 rue des Dessous
des Berges - 75013 Paris